

MOIS DE LA SOLIDARITE

1ère rencontre – le 10 septembre 2021 - Harmonie Lecerf, Adjointe au maire chargée de l'accès aux droits et des solidarités

Synthèse basée sur enregistrement audio déclenchée au bout de 30 minutes de conversation....



On ne peut pas continuer comme ça parce que si on continue comme ça on ne s'en sortira pas au niveau de de l'urgence écologique. La catastrophe écologique, cela signifie aujourd'hui l'extinction possible de l'espèce humaine. Donc soit on court vers l'extinction de l'espèce humaine, soit on change de modèle. Et le changement de modèle c'est vraiment je crois le fait de s'emparer de la solidarité dans tous les espaces de la vie, dans tous les discours politiques et dans tous nos choix personnels. Cela peut paraître un peu vertigineux et désespérant mais moi au contraire je pense qu'on est face à quelque chose de totalement nouveau. Nous avons tout à réécrire et c'est hyper enthousiasmant parce que là on peut se dire qu'on va y aller tous ensemble parce qu'il y a plus le choix. Même les plus riches d'entre nous sont des personnes qui finalement sont incapables de vivre seules.

La solidarité c'est vraiment le choix de l'avenir. Avant nous avons les environmentalistes qui étaient des gens plutôt de classe supérieure très diplômés, très techniciens qui se battaient pour la planète et qui laissaient un peu de côté le social parce que c'était quelque chose dont il n'avait pas connaissance. Et d'un autre côté il y avait les gens qui étaient dans le social. Et le social c'est aussi un métier ou un engagement qui prend tout. Moi je viens du social et c'est vrai qu'on n'avait pas le temps pour les questions environnementales jusqu'à maintenant parce que c'étaient des questions qui prenaient beaucoup d'espace dans la vie de l'espace mental, de l'argent, du temps. Lorsqu'on on traite des urgences, que l'on a des gens qui meurent, que l'on a des migrants qui meurent, que l'on a des femmes qui sont victimes de violence et qui meurent, que l'on a des gens qui crèvent de faim, c'est compliqué d'avoir de l'espace disponible pour penser à autre chose.

Aujourd'hui on arrive vraiment à un moment où l'on ne parle plus que d'écologie et de social. Partout, tout le temps, tous les partis en parlent, toutes les associations en parlent. Je prends l'exemple du parti socialiste qui est un parti qui existe depuis longtemps et qui avait une forte place en France jusqu'en 2017 mais qui existe quand même beaucoup encore je pense. Le parti socialiste dit aujourd'hui qu'il est un parti d'écologie et de solidarité.

Je pense que la solidarité prend une place très importante et j'en suis vraiment ravie. Cela nous oblige aussi, nous personnes issues du champ social à entrer dans le champ écologique.

Ceux qui s'engagent sont les personnes qui ont le temps, l'espace mental et l'espace dans leur vie pour s'engager. Les personnes qui sont les plus vulnérables sont entièrement aspirées par la nécessité de subsister. Cela dit, il y a quelques personnes qui sont sans ressources ou au RSA et qui sont très engagées. Je pense notamment à des engagements dans des partis d'extrême gauche. Mais ce sont souvent des personnes qui sont dotées d'un capital familial et social qui les a construit.

Les personnes qui aujourd'hui ont la parole et à qui on donne l'espace de s'exprimer, restent des personnes qui vivent dans des milieux plutôt favorisés. Mais il est toujours difficile de parler à la place de quelqu'un. Par conséquent, il va falloir réduire les inégalités pour que tout le monde ait la possibilité de s'exprimer et l'espace et la culture, la culture politique. Moi ça me semble très important. On vit dans une génération qui a connu le recul de la culture politique. Moi je suis rentrée sur le tard à l'université. J'ai été très surprise. J'ai fait l'université de Brest, de Nantes et de Bordeaux, il n'y avait pas de parti politique, il n'y avait pas de clubs politiques, d'associations politiques vraiment très présentes. J'ai fait la fac de droit : on me disait « Tu vas voir, ce sont des gens de droite », mais même les partis de droite n'étaient pas présents et les étudiants n'avaient pas envie d'en parler. Il y a selon moi une inculture politique, un manque de culture politique.

Je fais partie d'un parti politique, mais j'y suis rentrée aussi après les élections de 2017. Où j'avais vu qu'il ne fallait surtout pas laisser le monopole de la politique aux partis parce que finalement ça leur permet de croire qu'ils ont le monopole des personnes intéressantes qui se présentent. Je crois que c'est ce qu'on a réussi avec « Bordeaux Respire », avec d'autres municipalités, notamment Poitiers ou Strasbourg : faire monter cette société civile qui n'a pas envie d'être engagée dans les partis mais qui a envie de s'engager quand même.

C'est important de remettre vraiment la politique dans son sens noble, dans l'esprit de chacun, de permettre aux gens, aux jeunes d'apprendre à parler, à débattre, à faire mûrir une idée et à la défendre et aussi à être à l'aise avec le fait de changer de camp à un moment non par intérêt mais parce qu'on change d'idée dans la construction de notre vie et tout ça se fait par la réduction des inégalités et l'engagement dans le social. C'est quelque chose que l'on peut faire.

Alors oui, ça peut faire peur, c'est parfois assez vertigineux parce qu'on se rend compte de notre propre privilège face à des gens qui n'ont absolument rien. On se heurte à beaucoup de murs. Quand on est juriste en droit des étrangers, si l'on ne fait que ça, on ne fait pas long feu parce qu'on a toujours beaucoup de refus, qui sont synonymes pour vous la perte de beaucoup de procès, synonyme de beaucoup de misère humaine aussi. Mais finalement, on est toujours là parce que c'est aussi très enrichissant.

Moi, quand j'ai commencé à aller au tribunal, ce qui m'a beaucoup donné d'énergie et de construction personnelle, c'est de me rendre compte qu'il n'existe pas de monstre dans notre société. Quand vous allez au procès d'une personne qui a fait la pire des choses, quand elle arrive au procès, finalement c'est, c'est un être humain comme vous et moi. Il y a sa famille qui s'exprime, on se rend compte des faiblesses, des difficultés, des inégalités, de ce qui a amené cette personne à faire ses actes. S'il y a des actes monstrueux, il n'y a pas de monstre. En ce moment s'ouvrent les procès des attentats du Bataclan et de Salah Abdeslam, qui est sûrement la pire figure en France aujourd'hui. Les premières

choses qu'il a dites à l'ouverture de son procès, c'est qu'on le traitait mal en prison. Et en fait, c'est vrai. Les prisonniers sont maltraités et on ne doit pas en être très fier. C'est difficile à entendre, mais cela nous ramène quand même à la base de l'humanité. C'est un être humain qui trouve qu'il est maltraité en prison. Alors il y a beaucoup de choses à lui dire sur ça, notamment sur ce qu'est Daesh. Sur ce qu'ont étaient les prisons de Daesh, sur la torture et les exactions.... Il y a beaucoup de choses à lui dire, mais cela montre quand même que c'est un être humain.

Il y a quelque chose qui est vraiment une grande dynamique dans ma délégation, c'est que je m'occupe des plus vulnérables parmi les plus vulnérables que sont les migrants et les marginaux, les grands marginaux. Ceux qui vivent dans la rue, qui sont vraiment dans les conditions les plus difficiles de vie, qui sont souvent les gens qui ont les plus grosses addictions, alcool, drogues, médicaments et les plus grosses maladies mentales. Et moi, ce qui m'enthousiasme, c'est de pouvoir me retrouver dans des réunions publiques où les gens me disent qu'ils sont gênants parce que c'est vrai qu'ils sont gênants. Mais de rappeler qu'on fait société ensemble, en fait. Et ces gens-là existent. Que voulez-vous ? Qu'on les mette dans des bus, qu'on les sorte de Bordeaux, ça n'arrivera pas ! Qu'on appelle la police municipale pour les déplacer ? ça pourrait arriver, on en a le pouvoir mais en fait ils vont faire la même chose dans la rue à côté ou alors ils vont revenir. Notre défi, c'est de faire société ensemble avec ces gens-là. Faire société ensemble avec ces gens-là, ça veut dire accepter qu'on mette des moyens importants pour les malades mentaux qui se retrouvent à la rue, qu'on met des moyens importants pour permettre aux gens d'accéder aux soins quand ils sont victimes de très grosses addictions et qu'on met des moyens importants pour accueillir la misère du monde, pour le dire ainsi, puisque c'est comme ça qu'on qualifie souvent les migrants.

Ce n'est pas la misère qui se déplace, ce sont des hommes et des femmes. La misère des migrants en France, c'est la misère qu'on a créé par nos lois et par nos systèmes et on a tout à fait la capacité de la résorber. C'est ça qui est enthousiasmant dans les solidarités.

Il y a des gens qui sont toujours des grands marginaux et qu'il y a des gens qui sont toujours très pauvres. Et il va falloir trouver comment faire en sorte que leur vie soit la plus douce possible et qu'ils soient aussi le moins gênant pour le reste des personnes. Pour cela il faut donc leur offrir la possibilité d'être mis à l'abri, d'être pris en charge. C'est très enthousiasmant, même si ce sont des solutions qui sont des situations qui sont très dures.

J'ai été engagée dans des associations puis j'ai décidé à un moment de rentrer en politique. Parce que tout citoyen de bonne volonté qu'on est, nous sommes quand même soumis à des décisions politiques qui décident des lois et des budgets qui sont alloués à telle ou telle activité. Un préfet ou une préfète, c'est quelqu'un qui est nommé par un pouvoir politique et qui suit des ordres qui viennent du gouvernement et du président de la République. Comment on change ça ? On change ça en votant pour des gens qui portent des projets qui sont tout autres et très différents. Cela amène encore à une réflexion qui va plus loin sur qu'est le pouvoir et ce que sont nos gouvernants. Je soutiens l'idée qu'on a vraiment besoin d'un changement radical de la notion de pouvoir, qu'on a besoin de sortir de cette idée d'homme providentiel pour passer à quelque chose de plus collectif. Je suis très fière d'avoir été élu sur une liste pour les municipales et je trouve que c'est un très, très beau scrutin parce qu'il y a des gens qui ont voté pour la liste, il y a des gens qui ont voté pour Pierre Hurmic, il y a des gens qui ont voté pour Harmonie Lecerf, des gens qui ont voté pour Emmanuelle Ajon, des gens qui ont voté pour Camille Choplin et qui nous l'ont dit. Il y a des gens qui nous ont dit : « moi je vais voter pour vous parce que je connais Camille choplin, elle est hyper bien ». Je suis une personne à Bordeaux qui est plutôt identifiée très à gauche et il y a des gens qui ont voté pour moi qui n'auraient pas voté pour Pierre Hurmic. Et il y a des gens qui ont voté pour Pierre mais qui n'auraient pas voté pour Harmonie Lecerf. Donc il y a vraiment cette idée de porter un pouvoir collectif avec une liste comme celle-ci. Une liste comme ça, donne un peu le gage de notre sens de l'intérêt général et du fait qu'on va suivre des décisions qui seront prises en collectif.

Je suis très engagée sur la primaire des écologistes. Très engagée pour une candidate en particulier même si ça me désespère totalement qu'on demande aux gens de voter pour une personne. Parce

qu'on a besoin de voter pour un groupe, parce que je crois qu'une des plus grandes défaites politiques aujourd'hui qui a amené au taux d'abstention qu'on connaît, au recul de la démocratie que l'on voit, c'est qu'on a eu coup sur coup 3 présidents qui ont été si mal entourés, qu'ils n'ont absolument pas mené la politique pour laquelle ils avaient été élus. Et principalement François Hollande qui s'est retrouvé entouré d'une mouvance politique qui n'était pas du tout celle qui correspondait à lui, à son positionnement politique dans le large spectre de la gauche. François Hollande a été une grande déception, je pense, pour beaucoup de personnes. Il y a quelque chose là-dedans, à prendre en compte.

Le rôle d'une élue locale est double. Il consiste à d'une part accompagner les citoyens à se fédérer et d'autre part, à représenter une autorité sur le territoire. Et de dire que la préfecture, par exemple, n'est pas la seule autorité sur le territoire et qu'on doit se parler et qu'on doit quand même trouver des points d'entente. Et je pense qu'on l'a fait, notamment avec la dernière expulsion qui a eu lieu à Gradignan où la ville de Bordeaux a accepté de reloger la moitié des familles dans son patrimoine municipal en échange de bonne volonté de la préfecture pour héberger l'autre moitié et pour prendre en compte les situations.

Sur le problème des migrants. Le problème, c'est la loi. Le problème de ces gens-là, ce n'est pas qu'ils ne sont pas accompagnés et ce n'est pas que la Préfète est méchante. Le problème est que ce sont des gens qui sont sans papiers et qui pendant au moins 5 années vont se retrouver avec des droits fondamentaux certes, mais sans les droits principaux de vie et d'insertion, notamment le droit au travail et le droit au logement. Et c'est en ça que je dis qu'il faut s'organiser, qu'il faut voter sur la question des migrants parce que c'est une question qui est très peu connue. En fait, on ne sait pas exactement ce que sont les sans-papiers. Les sans-papiers, c'est toute une frange de la population en France qui travaille, mais qui n'a pas le droit de travailler, donc qui est soumis aux plus grands débordements. Parce que, en plus de risquer de perdre leur emploi et leurs moyens de subsistance, ils risquent d'être dénoncés à la préfecture et d'être déportés, dans leur pays ou dans un pays proche, ou au moins d'avoir une obligation de quitter le territoire. Tout cela leur donne une existence où il faut systématiquement se cacher, surtout pour les hommes. Alors, on se retrouve avec des femmes qui ont la charge totale du foyer parce que les femmes sont moins arrêtées. Ce sont elles qui vont faire les courses, emmener les enfants à l'école pendant que les hommes se cachent et sortent uniquement pour aller travailler. Et donc pas de droit au logement, ce qui fait qu'ils sont dans des squats ou qu'ils sont à la rue ou chez des citoyens solidaires pendant des années. On avait à Cenon des gens qui étaient sans papiers depuis 10 ans.

Les citoyens ne peuvent pas tout faire. En fait le rôle des citoyens est de faire de la solidarité, vraiment de base, d'aider, d'accompagner, de nourrir, de loger. Mais c'est aussi de créer des mouvements. J'entends totalement que tout le monde ne veuille pas s'engager en politique et que tout le monde ne rentre pas dans un parti politique et je pense que ce n'est pas souhaitable parce qu'il y a un poids des partis politiques. Mais il faut créer des mouvements citoyens qui obligent ces partis et qui obligent les dirigeants vraiment à bouger sur des lignes comme ça et c'est quelque chose qui s'est beaucoup fait.

Si on prend le combat des personnes LGBTQYA. Tous les droits acquis pour ces personnes-là, de la dépénalisation de l'homosexualité à aujourd'hui la PMA, le droit au mariage, le droit à l'adoption, l'obtention de moyens importants pour lutter contre les violences faites à l'égard de ces personnes-là... tous ces droits sont venus de mouvements citoyens qu'on peut appeler lobbies, qui étaient massifs, très organisés et très présents. Donc je comprends tout à fait le désespoir. Je l'ai vécu pendant des années, j'ai réussi à transformer ça en énergie, en m'engageant en tant que responsable politique, mais je crois qu'il faut qu'on aille plus loin que cela. On a besoin de passer à la vitesse supérieure et d'avoir vraiment un pouvoir politique central massif, engagé dans la question de la solidarité.

Sur l'envie de participation citoyenne.

A Bordeaux, nous avons tous les projets portés par Camille Choplin sur la démocratie participative. Il y a eu le Parlement mobile qui s'est déplacé, qui a fini à Nansouty, hier, pendant tout l'été et qui a été un premier travail pour remettre la démocratie dans l'espace public. Il y a tout un travail à faire pour que tous et toutes se sentent à l'aise et légitimes pour venir participer. Cela n'attire pas particulièrement les jeunes et on sait que pour tout ce qui est question de jeunesse, il y a vraiment du travail à faire. L' élu à la jeunesse Cyrille Jaber travaille notamment beaucoup avec la Fédération des centres sociaux sur le projet d'Agora Jeunesse. Ce projet-là, c'est de réunir les jeunes qui sont des adhérents des centres sociaux autour de l'idée du débat, de sa forme, de la construction d'une idée, « du comment la défend », « du comment on se sent légitime et à l'aise pour la défendre ». Moi, ce qui me semble très important c'est de travailler sur le « comment on vit bien le fait de pas être d'accord », c'est quelque chose qui m'a toujours frappé. Les gens sont très mal à l'aise avec le désaccord et c'est pour ça qu'ils fuient le débat et on a besoin d'expliquer aux jeunes que c'est possible de n'être pas d'accord. Et on le voit même dans nos constructions familiales dans notre société. Aujourd'hui, on est très mal à l'aise avec le désaccord. Parfois, certains préfèrent se taire que de défendre leurs idées et il faut dire que c'est OK de n'être pas d'accord, que c'est OK d'avoir envie d'en parler et de confronter ces désaccords et qu'on n'est pas juste obligé de les faire.

Et pour les gens encore plus jeunes, il y a un travail important qui est fait autour du conseil municipal des jeunes pour dépoussiérer un petit peu tout cela. Les jeunes dans le Conseil Municipal, c'étaient un peu des enfants issus de classes favorisées, venant pour beaucoup d'écoles privées. Pourquoi ? Uniquement parce que c'est vers eux que l'information arrivait. Donc il faut que l'information soit plus largement partagée et il faut donner envie aux jeunes de participer. Et il faut leur dire très clairement que ce n'est pas de la cosmétique. Il faut leur donner le sens de cette responsabilité et le goût de la responsabilité. Nous allons dédier un budget aux jeunes, pour qu'ils prennent des décisions et que cela se traduise budgétairement.

Se pose aussi la question de la représentativité politique et de qui se présente. Et la question du cumul des mandats parce que c'est aussi sortir de cette notion de cumul des mandats et donc de cette notion de résultat d'affichage, de clientélisme qui nous oblige aujourd'hui. Je trouve que ce n'est pas bien de cumuler des mandats. En vrai je trouve que 2 mandats ce n'est pas très grave. Au-delà là je trouve ça plus grave mais deux mandats, ça ne me semble pas très grave dans le temps politique. Il y a un certain nombre d'élus qui le disent aujourd'hui qu'ils ne feront pas deux mandats parce qu'ils ne le souhaitent pas. En disant cela, cela nous oblige, nous, dès maintenant, à aller chercher d'autres personnes pour passer le flambeau et à les former, à les informer précisément sur la ligne politique. Et cela nous oblige à avoir vraiment cette attention auprès de la société civile et des partis politiques. Je pense que si vraiment on prend ces engagements de non-cumul des mandats, cela va obliger tout le pouvoir politique à s'organiser systématiquement pour avoir des personnes pour prendre le relais, C'est assez intéressant parce que cela va nous obliger à mettre en place des structures dès le plus jeune âge pour susciter la curiosité pour l'intérêt général, la vie publique, la vie démocratique.

Les jeunes.

Peut-être que la vie étudiante est devenue globalement assez pauvre aujourd'hui et je le pense vraiment. On a quelques associations qui font des fêtes principalement et c'est très bien. C'est bien de faire la fête. Mais je crois qu'ils restent un peu comme ça dans les associations étudiantes, dans certains secteurs en tout cas. On a besoin d'une vie publique aussi, qui s'intéresse plus aux étudiants.

Mais pourquoi on ne s'intéresse pas aux étudiants ? Et nous, on en a fait l'expérience quand on a fait campagne pour « Bordeaux respire ». Mettre de l'énergie pour des gens qui ne vont pas voter, nous on a décidé de le faire quand même. On a décidé de le faire parce qu'on s'est dit que c'est ce qui montrerait l'étendue de notre politique envers les jeunes, sans se soucier du fait qu'elles votent ou non. Parce que sinon on n'a pas besoin non plus d'avoir de messages pour les migrants parce que les migrants ne votent pas, les personnes étrangères ne votent pas et puis on en arrive alors à catégoriser les votants. Cela veut dire qu'on va faire campagne et qu'on va avoir des actions, principalement en direction des seniors, parce que c'est cette population qui vote le plus. Je pense

que c'est vraiment en train de changer. On le voit très clairement sur l'élection, sur les résultats des élections dans certaines grandes villes dans les deux dernières années. Les gens ne votent plus par habitude comme leurs parents. Les gens votent pour leur avenir et pour l'avenir de leurs enfants beaucoup plus.

Il y a l'existence, qui est en grande partie conditionnée à notre état de santé. Tout cela est vraiment remis en cause par la crise climatique. Même si nous vivons dans un milieu plutôt tempéré, et encore, nous constatons les catastrophes et les phénomènes climatiques extrêmes qui nous touchent de plus en plus. Nous voyons aussi la santé de nos enfants est vraiment remise en cause. On a aujourd'hui beaucoup de publicité autour de lieux, il y a des cancers pédiatriques qui explosent. On sait qu'il y a eu le mouvement des personnes qui ont fait analyser leurs urines et qui ont montré que 100% de personnes étaient contaminés par des pesticides, par le glyphosate. Donc cette question de santé et de subsistance de l'espèce humaine amène à dépasser un peu les clivages habituels et politiques et donc à ne pas forcément voter par habitude mais vraiment à s'inscrire pour voter dans la ville où ils vivent actuellement pour leur qualité de vie actuelle.

La colère est la base de mon engagement. Face à la colère, il y a soit l'action et l'espoir, soit le désespoir. Les gilets jaunes, c'est un mouvement de colère basé sur les inégalités. Le résultat des gilets jaunes, ce n'est pas l'espoir, c'est le désespoir, ce sont des gens qui sont revenus à leur vie dans un désespoir total, dans une colère totale. C'est sur cette colère et ce désespoir que fleurissent les discours, les pires et les plus nauséabonds. Je ne veux pas stigmatiser les gilets jaunes et toute la population en disant que ces gens-là vont voter pour l'extrême droite, mais en tout cas ils sont vraiment une proie facile pour les discours les plus nauséabonds, parce que quand il reste que la colère et le désespoir justement, il n'y a pas d'ouverture, il n'y a pas le souci de la solidarité.

Moi je ne viens pas d'un milieu social où l'on va s'en sortir si cela continue comme ça. Je vis avec quelqu'un qui gagne très peu sa vie parce qu'il a fait le choix d'être magicien et qu'on a un enfant. Moi, c'est dans mon intérêt que la solidarité grandisse et que tout le monde s'y mette ensemble.

Le désespoir et l'exclusion commencera par les personnes les plus vulnérables. On l'a vu très récemment avec la question de l'Afghanistan. On s'est quand même retrouvé avec un gouvernement qui a fait le choix de fermer les frontières à des gens qui vont potentiellement se faire torturer, massacrer, qui vont mourir, puisque c'est ça qui attend aujourd'hui toute une partie de la population en Afghanistan. On ne peut pas accepter cela et pour pas accepter cela, il faut que le jour où les talibans rentrent dans Kaboul, nous en France, on sache pourquoi on doit accueillir, pourquoi on veut accueillir, pourquoi c'est profitable à notre humanité et aussi à notre société d'accueillir. Mais tout ça, cela se prépare. J'ai décidé vraiment qu'il fallait qu'on se batte pour préparer tout ça. C'est aussi une sorte de lobby dans la société, le lobby de la solidarité.

Je crois que mon plus grand jour de colère a été le jour de l'expulsion de Cenon.

Comment ça se traduit au quotidien ? N'oublions pas que le partage, c'est la sécurité sociale, c'est payer des impôts, c'est redistribuer. Parce qu'il y a des gens qui sont fragiles et qu'on ne peut pas faire société en les laissant de côté. On ne peut pas faire société, être à l'aise dans nos baskets, être heureux et profiter de notre vie en fermant les yeux, ou en pensant que c'est bien fait pour eux. Je ne suis pas solidaire à tous les instants de ma vie. Pour moi payer des impôts, contribuer au pot commun et voter c'est très important et c'est cela que je prône.

Voter, ce n'est pas que mettre un bulletin une fois dans l'urne. Il faut réclamer de la démocratie permanente, il faut redonner de la force aux contre-pouvoirs que sont les médias ou les syndicats. Il faut réclamer le Parlement mobile, toujours à Bordeaux, pour pouvoir participer pour la ville. Il faut réclamer plus de référendums, plus de participation citoyenne. Il faut crier haut et fort que la Convention pour le climat, c'est une honte de nous avoir annoncé quelque chose et de n'avoir absolument rien respecté. Il faut dire systématiquement aux politiques quand les raisons qui font qu'on ne vote plus pour eux. Ça remet les pendules à l'heure je pense. Il y a des échéances électorales qui

vont arriver bientôt : les législatives. Il faut dire aujourd'hui aux élus municipaux de toutes nos communes : « On vous a. On a voté pour vous, soyez à la mairie pendant 6 ans, on vous demande de ne pas vous présenter à d'autres élections ». Alors je parle pour moi parce que je suis adjointe au maire, mais il y a des personnes qui n'ont pas de si grosses charges et qui peuvent être dans d'autres collectivités et finalement c'est bien aussi d'avoir ce lien entre des collectifs. Mais quand on vote pour des gens, ce n'est pas pour qu'ils soient ailleurs.

On a quand même aujourd'hui un ministre, je ne dirais pas lequel, mais ce n'est pas mon préféré. On a un ministre qui a l'un des plus grands ministères en France et qui est aussi conseiller municipal, conseiller départemental, conseiller de métropole et conseiller régional. C'est absolument honteux ! Il faut refaire des élections, des choses très importantes et très structurantes, notamment des solidarités. Il faut que le vote ne soit pas qu'une action comme ça qui nous paraît anodine. C'est vraiment la base de tout ce qui va s'organiser dans la cité. Ce sont aussi les personnes qui vont être aux postes qu'on appelle postes de pouvoir.

Dans la métropole de Bordeaux, il y a environ 3000 personnes qui sont sans abri ou très mal logés, dans des squats ou des bidonvilles. Même si vous votez pour une mairie qui est très solidaire... la mairie, très solidaire n'a pas l'argent de ses compétences donc elle ne pourra pas tout faire.

Après moi je suis une femme politique et pour moi la solution c'est souvent le politique. Mais ce n'est pas que cela et c'est pour ça que quand il y a eu la catastrophe des élections 2017 avec les 6% du PS dans une campagne qui n'a été absolument pas accompagnée, avec un candidat qui avait gagné les primaires. Il y a eu cette catastrophe et j'ai ressenti le besoin de m'engager dans un parti politique parce que je crois que les partis politiques ont une très grande responsabilité aujourd'hui de s'ouvrir à la société civile, non pas pour aller recruter dans la société civile, mais pour créer une dualité. Et un travail en commun et un travail main dans la main. Société civile et partis politiques parce que ce sont deux engagements qui sont distincts mais qui ne peuvent être que complémentaires dans une démocratie en bonne santé.

La solidarité ne peut pas exister pleinement dans un système capitaliste parce que ce système permet de capitaliser alors que la seule solution de vivre toutes et tous décemment, c'est la redistribution. Je suis intimement convaincue qu'une politique de solidarité est une politique de gauche. Capitaliser, ne permet pas la redistribution parce que capitaliser c'est mettre de côté. Le capitalisme c'est certes redistribuer de l'argent, mais à des gens qui n'ont rien fait pour, si ce n'est avoir un pouvoir initial qui est un pouvoir financier qui est quasiment systématiquement un pouvoir financier hérité de des ancêtres. Donc effectivement, il y a vraiment un besoin de redistribution et donc de changer de modèle.

Je pense que cette question de confiance vis-à-vis du politique, vient du fait qu'il faut revoir toute la notion de pouvoir politique. Je ne dis pas qu'il ne faut pas de pouvoir politique parce que dans une société comme la France, chacun ne peut pas participer à toutes les décisions et il faut pouvoir déléguer. Il faut de la représentation et si cela ne fonctionne pas aujourd'hui, c'est que notre pouvoir politique est totalement dévoyé à la base.

Pour beaucoup de personnalités politiques actuelles, la base de leur engagement, c'est exactement la même que vous quand vous passez un entretien d'embauche dans telle entreprise ou telle entreprise. Et puis qu'on va vous choisir là. Mais derrière l'engagement, il n'est pas dans les tripes. Et je pense qu'il faut vraiment revoir cette notion de pouvoir politique. Pour voter pour des gens qui ont un engagement vraiment dans les tripes. Il y a vraiment un besoin de revoir le pouvoir, ça veut dire sortir de cette recherche du pouvoir pour le pouvoir et sortir de cette recherche de pouvoir comme la possibilité de s'enrichir parce qu'aujourd'hui on peut s'enrichir par le pouvoir. D'ailleurs je tiens à le dire, ça peut être coûteux de se présenter à des élections, ça peut être une barrière cette histoire d'argent. On avait vraiment beaucoup de chance à Bordeaux parce qu'on a réussi à passer. Au-delà de cela, ça veut dire aussi qu'il faut avoir des copains qui paient, il faut avoir des contacts qui paient et puis ça veut dire qu'il faut avoir des gens qui ont la possibilité de s'engager. Enfin, je prends un

exemple. Voilà deux personnalités politiques majeures dans « Bordeaux respire », qui sont des adjoints très investis : Stéphane Pfeiffer et Claudine Bichet, la première adjointe et le 2e adjoint, qui sont des gens qui ont été vraiment des personnes clés dans la réussite pendant la campagne, qui sont des personnes clés dans l'équipe municipale. Ce sont des personnes qui sont de grande qualité, mais qui ont eu la possibilité matérielle de s'engager, parce que tous les deux par hasard, à ce moment-là, étaient au chômage, au chômage indemnisé, donc ils avaient un moyen de subsistance et du temps, c'est très important de le dire.

C'est pour ça que moi, je milite pour le revenu d'existence ou le revenu de base qui permet à des gens à un moment de faire un stop dans leur carrière et d'avoir de quoi subsister pour s'engager en politique. S'engager dans l'associatif. Moi, je me suis engagé dans l'associatif aussi, quand j'étais au chômage, avec cette chance d'avoir un chômage indemnisé, de perdre peu sur mon revenu précédent et de pouvoir faire cela. Il y a vraiment une nécessité de permettre l'engagement comme ça en faisant une pause dans notre activité lucrative. Être élu cela demande du temps, de souvent quitter son travail, de perdre ses revenus, donc il faut trouver vraiment quelque chose comme ça pour que les gens qui s'engagent le fasse par engagement et pas pour d'autres raisons que sont l'argent ou le pouvoir et. Cela étant, on n'est pas des saints et cela demande d'avoir des règles déontologiques qui sont très strictes. Moi je ne suis pas la plus repérée des élus en termes de réseau et d'affichage, et pourtant j'ai déjà eu des propositions de cadeaux dont la plus grosse somme s'élevait à 880€, qui était le cadeau de frais de dossier dans une opération de location immobilière et ce n'est pas rien quand même. Alors si on n'a pas de règles, c'est très facile de dire oui parce que ça nous arrange.

Pour moi le non-cumul des mandats dans le temps et dans l'espace est fondamental et c'est comme ça qu'on gagnera la confiance des personnes, c'est comme ça que la confiance sera légitime.

Sur l'individualisme.

L'une des bases de l'évolution des animaux dont l'espèce humaine, en fait, c'est la persévérance et par la reproduction chercher les meilleures conditions de vie et de sécurité. L'une des grandes réussites du capitalisme, c'est de réussir à nous avoir fait croire que notre nature était l'individualisme. Je pense que ça peut changer, ça peut changer justement en prenant le temps et je vous remercie de m'inviter aujourd'hui pour le dire que on est bien plus heureux dans la solidarité que dans l'individualisme et que c'est vraiment enchanteur au quotidien.

Et si vous vous posez la question individuellement. En fait, vous avez sûrement des enfants ou une personne avec qui vous partagez votre vie ou plusieurs ou de la famille, et vous savez au fond de vous que vous seriez prêt à tout donner pour ces personnes-là. Tout le monde n'est pas prêt à se sacrifier certes. N'oublions pas que nous avons la Sécurité Sociale. Aujourd'hui, elle permet à tous de se soigner, c'est basé sur nos prélèvements obligatoires et moi je suis convaincu que la solidarité se fera par prélèvements obligatoires.

C'est cela dit, un grand danger pour les gens comme moi qui font de la politique aujourd'hui et qui sont convaincus. Grand danger de ne pas tomber dans l'autoritarisme justement parce que quand on est convaincu d'avoir raison, on a parfois envie de passer en force pour que ça profite à tout le monde. C'est ça aussi l'autorité. Mais je pense qu'il est nécessaire aujourd'hui de faire des prélèvements. Mais quand on est solidaire, on ne rechigne pas à payer ses impôts.

Le développement du mécénat me heurte beaucoup. Le mécénat, c'est quand même choisir à qui on va donner et pour qui on va donner. Et en tant que vice-présidente de l'opéra, je vois qu'il y a beaucoup de gens qui sont prêts à donner, à partager, mais pas avec n'importe qui et à très petite échelle. On voit que l'on est toujours à la recherche de quelque chose pour les personnes migrantes, par exemple, du matériel d'hébergement et tout ça, on a du mal à le trouver. En ce moment, il y a la crise des Afghans et on a un afflux de bonnes volontés parce que ce n'est pas n'importe qui. « Ce sont un peu les bons migrants vu à la télé ». Il y a eu un énorme élan de solidarité après la Syrie et l'engagement auprès des personnes migrantes mène souvent à l'engagement auprès des plus

fragiles. Mais du coup, il y a, il y a un engagement philosophique et morale qu'on doit défendre, mais il y a aussi une barbe.